

L'AUTRICHE PROPOSE D'OUVRIR DES POURPARLERS DE PAIX

EXCELSIOR

9^e Année. — N° 2.858. — 10 centimes. — Étranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON

TOUTE PERSONNE QUI

le LUNDI 16 SEPTEMBRE 1918	aura vécu 11.204 JOURS EXACTEMENT	et dont ÉMILE est le prénom habituel
---	---	--

recevra, à titre gracieux, un abonnement d'un an à EXCELSIOR et sera intéressée dans nos bénéfices de 1919.

LES TANKS AMÉRICAINS ONT JOUÉ UN GRAND RÔLE DANS LA BATAILLE



CHARS D'ASSAUT GAGNANT LE FRONT D'ATTAQUE ET MARCHANT EN SOUTIEN DES TROUPES FRANÇAISES



TANKS REVENANT DE LA BATAILLE APRÈS AVOIR AIDÉ L'INFANTERIE A ROMPRE LES LIGNES ENNEMIES

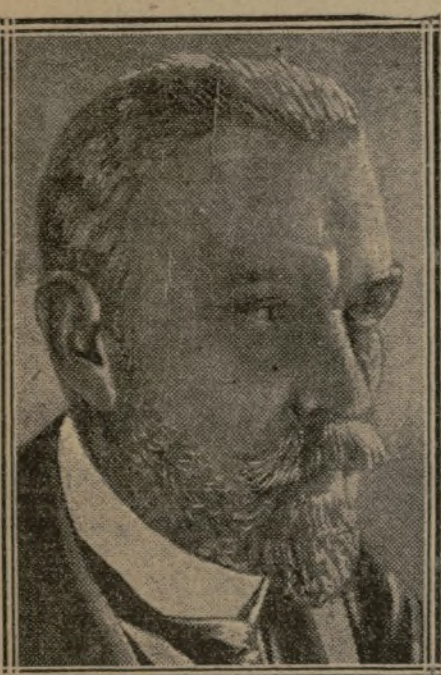
L'artillerie d'assaut et la cavalerie américaines ont, dans la victoire du saillant de Saint Mihiel, une grande part de succès. Grâce à elles l'attaque a pu être menée très

rapidement et provoquer chez l'ennemi, sur plus d'un point, une véritable surprise. Un sergent américain, seul à bord d'un tank, captura de nombreux canons et 75 prisonniers.

LES EMPIRES CENTRAUX, PAR L'INTERMÉDIAIRE DE VIENNE, DEMANDENT UNE CONFÉRENCE SECRÈTE DE LA PAIX

UNE NOTE OFFICIELLE DE L'AUTRICHE-HONGRIE PROPOSE UNE RÉUNION DES BELLIGÉRANTS

Déjà le 12 décembre 1916 une tentative du même ordre avait été faite par l'Allemagne



M. DE BETHMANN-HOLLWEG

CE QUE LES ALLEMANDS PROPOSAIENT LE 12 DÉCEMBRE 1916

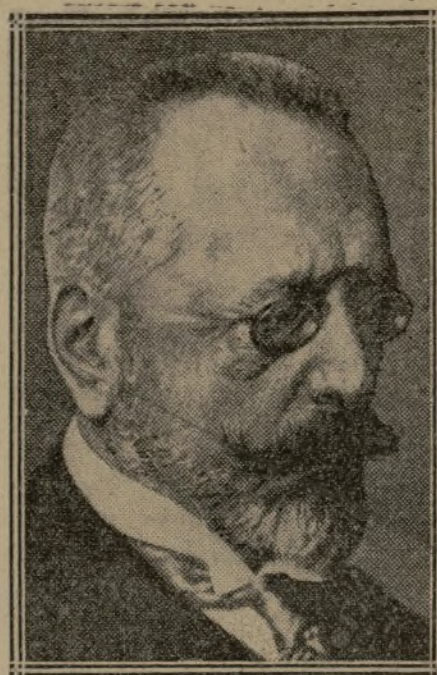
"Conscientes de leurs forces militaires et économique et prêtes s'il le faut à continuer la lutte qui leur est imposée, mais animées en même temps du désir d'arrêter les horreurs de la guerre, les quatre puissances alliées proposent d'entrer, dès maintenant, en négociations de paix."

(Extrait de la note allemande remise aux représentants des Etats-Unis, de l'Espagne et de la Suisse à Berlin, le 12 décembre 1916.)

CE QUE LES AUTRICHIENS PROPOSENT LE 15 SEPTEMBRE 1918

"Le gouvernement impérial et royal vient proposer aux gouvernements de tous les Etats belligérants d'envoyer prochainement dans un pays neutre des délégués pour entamer une conversation d'un caractère confidentiel sur les principes fondamentaux d'une paix à conclure."

(Extrait de la note envoyée aux Etats belligérants par le gouvernement austro-hongrois, le 15 septembre 1918.)



LE BARON BURIAN

...mais les deux sons proviennent de la même cloche.

Le 15 décembre 1916 nous répondions à la note allemande par une victoire à Verdun

Depuis le 12 décembre 1916, les Empires centraux n'avaient pas fait de démarche en faveur de la paix aussi nette que celle dont le gouvernement austro-hongrois vient de prendre l'initiative.

Le seul intérêt de la note lancée par l'Autriche-Hongrie, c'est qu'elle survient à un moment où les événements militaires prennent une tournure non seulement défavorable, mais même nettement alarmante pour nos ennemis. Au point de vue du texte lui-même, il est à remarquer qu'au lieu de se tenir dans les généralités il est proposé aux Alliés de se réunir dans une ville d'un pays neutre où les délégués des deux camps échangeraient leurs vues sans interrompre les opérations de guerre.

Cette manœuvre, dans l'esprit des dirigeants des deux Empires, n'est pas destinée aux pays de l'Entente. Car on sait très bien, à Vienne comme à Berlin, que les conditions austro-allemandes, telles que le vice-chancelier von Payer les exposait il y a quelques jours encore à Stuttgart, sont absolument inacceptables. C'est donc à l'usage intérieur que cette proposition est faite par Charles I^{er}. Elle est faite sans espoir que les Alliés acceptent d'entrer dans des conversations qui seraient condamnées à échouer dès le premier contact, mais avec le calcul que l'esprit de guerre, qui faiblait en Allemagne et encore plus en Autriche, sera relevé dans les Empires du centre. On cachera, en effet, aux populations que l'on n'offre rien aux Alliés qui puisse leur permettre d'aller à une conférence avec les garanties nécessaires, et l'on proclamera que l'Allemagne et l'Autriche sont obligées de continuer la lutte.

La démarche austro-hongroise est la suite naturelle des discours prononcés tous ces derniers temps par Guillaume II et par ses ministres. A aucun point de vue, ses auteurs n'ont pu se faire d'illusions sur l'accueil que feraient les Alliés à leurs propositions.

Les Empires du centre sont toujours en retard d'une année et d'une idée. Il n'est pas habile de leur part d'avoir choisi le moment actuel, marqué si nettement par le déclin de leurs armes, pour s'adresser aux Alliés, — et surtout sur un ton qui ne conviendrait qu'à des vainqueurs.

Jacques BAINVILLE.

LE TEXTE OFFICIEL

Voici le texte intégral de la note austro-hongroise :

Un examen objectif et consciencieux de la situation de tous les Etats belligérants ne laisse plus aucun doute que tous les peuples, de n'importe quel côté qu'ils se battent, désirent ardemment une prompte fin à la lutte sanglante. Malgré ce désir naturel et compréhensible de paix, il n'a pas encore été possible jusqu'ici de créer des conditions préalablement nécessaires qui soient de nature à rapprocher les efforts de paix de la réalisation, et de permettre aux belligérants de se rencontrer dans leur différend.

Les moyens les plus efficaces doivent donc être examinés qui peuvent offrir aux facteurs responsables de tous les pays l'occasion de rechercher les possibilités actuelles d'entente.

La démarche de 1916

La première démarche entreprise par l'Autriche-Hongrie, d'accord avec ses alliés, le 12 décembre 1916, pour amener la paix, ne la conduisit pas au but espéré.

Les raisons pour cela se trouvaient assurément dans la situation, à cette époque. Pour maintenir l'esprit guerrier des peuples, qui diminuaient constamment, les gouvernements alliés avaient supprimé, par les

moyens les plus sévères, même la discussion de toute idée de paix, et fait ainsi que le terrain pour une entente pacifique n'était pas convenablement préparé. La transition naturelle de l'agitation de guerre la plus violente à l'esprit de conciliation manquait.

Il serait cependant erroné de croire que la démarche de paix que nous avons faite alors fut entièrement sans résultat. Mais ses fruits consistent en ce phénomène qui n'est pas à négliger que la question de paix n'a pas disparu depuis lors de l'ordre du jour ; mais aussi les discussions pertinentes qui se continuèrent devant le tribunal de l'opinion publique sont en même temps la preuve des différences plutôt grandes qui séparent encore et toujours les puissances en guerre dans leurs conceptions des conditions de paix ; néanmoins, une atmosphère a été créée qui n'exclut plus la discussion des problèmes de paix.

Sans un optimisme exagéré, au moins on peut assurément conclure ceci des déclarations des hommes d'Etat responsables que ce désir d'arriver à une entente et non de décider la guerre par la force des armes exclusivement commence aussi à pénétrer graduellement dans les Etats alliés, sauf quelques exceptions d'agitateurs de guerre aveugles que l'on ne doit cependant pas estimer à la légère.

La voie des négociations

Le gouvernement austro-hongrois se rend compte qu'après les convulsions profondes qui ont été causées dans la vie des peuples par les effets dévastateurs de la guerre il ne sera pas possible de rétablir l'ordre chancelant du monde d'un seul coup. Le chemin qui conduit à la restauration des relations pacifiques entre les peuples séparés par la haine et les sentiments aigris est difficile et pénible. Néanmoins, il est de notre devoir de marcher dans cette voie, la voie des négociations ; et s'il existe encore des facteurs responsables qui veulent vaincre militairement leur adversaire et lui imposer la volonté du vainqueur, toutefois il ne peut pas y avoir plus longtemps de doute que ce but, en présupposant même qu'il puisse être atteint, nécessiterait d'abord une nouvelle lutte sanglante et de longue durée.

Mais même une paix victorieuse postérieure ne permettra plus de réparer les conséquences d'une telle politique, conséquences qui seront fatales pour tous les Etats et les peuples d'Europe. Seule une paix qui pourrait concilier d'une manière juste les conceptions encore divergentes des adversaires serait la paix désirée par tous les peuples.

Le moment est venu...

Conscient de cela, et en s'efforçant de travailler sans se rebuter dans l'intérêt de la paix, le gouvernement austro-hongrois offre une nouvelle suggestion en vue d'amener une discussion directe entre les puissances ennemies.

La sérieuse volonté de paix des grandes classes de la population de tous les Etats qui souffrent ensemble de la guerre, un rapprochement incontestable dans les controverses personnelles aussi bien qu'une atmosphère plus conciliante, qui est générale, semblent donner au gouvernement austro-hongrois une certaine assurance que sa nouvelle démarche dans l'intérêt de la paix, qui tient également compte des expériences passées dans ce domaine, pourrait offrir au moment présent des possibilités de succès.

Le gouvernement austro-hongrois a donc résolu de signaler à tous les belligérants amis et ennemis une voie qu'il considère praticable, et de leur proposer d'examiner conjointement, dans un libre échange de vues, si des conditions préalables qui font apparaître une prompte inauguration des négociations de paix comme pouvant être fructueuses existent. A cette fin, le gouvernement austro-hongrois a invité aujourd'hui les gouvernements de tous les Etats belligérants à une discussion confidentielle, et qui ne les lierait pas, dans un lieu situé en pays neutre, et leur a adressé une note conçue dans ce sens. Cette démarche

a été portée à la connaissance du Saint-Siège, dans une note spéciale, où il est fait appel à l'intérêt du pape pour la paix.

De plus, les gouvernements des Etats neutres ont été également mis au courant de la démarche.

Le constant et étroit accord qui existe entre les quatre puissances alliées nous autorise à supposer que les alliés de l'Autriche-Hongrie, auxquels la proposition est adressée de la même manière, partageront les vues développées dans la note.

Les étapes sur le chemin de la paix

L'offre de paix que les puissances de la Quadruple-Alliance adressèrent à leurs adversaires, le 12 décembre 1916, et aux idées conciliatrices et fondamentales de laquelle elles n'ont jamais renoncé, constitue, malgré qu'elle eût été rejetée, une étape importante dans l'histoire de cette guerre. Au contraire des deux premières années et demi de guerre, la question de paix s'est, de ce moment, dressée au contact de la controverse européenne et, de ce fait, au centre de la controverse mondiale, et, depuis, elle l'a occupée et dominée dans une mesure toujours grandissante.

Tout à tour, presque tous les Etats belligérants se sont, à de multiples reprises, exprimés sur la question de la paix, ses conditions et ses conditions préalables.

La ligne de développement de ces discussions n'a pas, toutefois, été uniforme et ferme. Le point de vue fondamental a changé sous l'influence de la situation militaire et politique et, jusqu'ici du moins, il n'a pas conduit à un résultat général tangible et pratiquement utilisable.

Il est vrai que, indépendamment de toutes ces oscillations, on peut dire que la distance entre les conceptions des deux parties a, dans l'ensemble, quelque peu diminué ; que, malgré une incontestable persistance de divergences certaines et jusqu'ici non aplanies, l'abandon partiel d'un grand nombre des plus extrêmes buts concrets de guerre est visible, et qu'un certain accord, quant aux principes généraux fondamentaux de paix mondiale, se manifeste.

Dans les deux camps, on peut incontestablement observer, dans de larges masses de la population, une volonté croissante de paix et d'entente. En outre, la comparaison entre la réception faite par les adversaires à la proposition de paix d'une puissance de la Quadruple-Alliance et les déclarations subséquentes des hommes d'Etat responsables des pays de l'Entente, ainsi que les déclarations de personnalités non responsables, mais non sans influence, confirme cette impression.

Tandis que, par exemple, la réponse des Alliés au président Wilson exposait des exigences qui ne signifiaient rien moins qu'un démembrement de l'Autriche-Hongrie, une diminution et une transformation intérieure profonde de l'Empire allemand et l'ancêtrement de la Turquie européenne, ces exigences, dont la réalisation était fondée sur la supposition d'une victoire écrasante, furent modifiées par la suite dans de nombreuses déclarations officielles émanant des pays de l'Entente, ou en partie abandonnées.

Ainsi, dans une déclaration faite à la Chambre des communes britannique, il y a environ un an, M. Balfour reconnut expressément que l'Autriche-Hongrie doit résoudre elle-même ses problèmes intérieurs, et que personne ne peut, du dehors, imposer une Constitution à l'Allemagne.

M. Lloyd George a déclaré au commencement de cette année que ce n'était pas un but de guerre des Alliés de démembrer l'Autriche-Hongrie, de dépouiller l'Empire ottoman de ses provinces turques, ni de réformer intérieurement l'Allemagne.

On peut considérer comme symptomatique qu'en décembre 1917 M. Balfour répudia catégoriquement la supposition que la politique britannique était allée jusqu'à s'engager à former un Etat indépendant des territoires de la rive gauche du Rhin. Quant aux énonciations des Empires centraux, elles ne laissent aucun doute qu'ils ne fassent qu'une guerre défensive pour l'intégrité et la sécurité de leurs territoires. Bien plus qu'à l'égard des buts de

guerre concrets, un certain rapprochement s'est manifesté en ce qui concerne les principes qui serviraient de base pour conclure la paix et pour établir un nouvel ordre de choses en Europe et dans le monde entier.

A ce sujet, le président Wilson, dans des discours prononcés les 12 février et 4 juillet de cette année, a formulé des principes qui ne rencontrèrent pas de contradiction de la part de ses alliés, et dont l'application ne rencontrera vraisemblablement aucune objection de la part des puissances de la Quadruple-Alliance, en supposant que cette application soit générale et conciliable avec les intérêts vitaux des Etats intéressés.

Il est vrai qu'il convient de se souvenir que l'accord sur les principes généraux ne suffit pas, mais que, de plus, il s'agit d'arriver à un accord sur leur interprétation et leur application particulière aux questions concrètes de guerre et de paix. Pour l'observateur impartial, il ne peut y avoir de doute que, dans tous les Etats belligérants sans exception, le désir d'une paix amiable s'est énormément accru, que la conviction se répand de façon croissante que toute continuation de la lutte sanglante doit transformer l'Europe en ruines et la réduire à un état d'épuisement qui entravera son développement pendant des dizaines d'années à venir, et ce, sans la garantie d'apporter, de la sorte, cette décision par les armes qu'on a vainement de part et d'autre poursuivie au cours de quatre années de sacrifices énormes, de souffrances et d'efforts.

Le problème est posé

Mais comment et de quelle façon se frayer une voie et arriver finalement à un accord ? Y a-t-il quelque perspective sérieuse d'atteindre cette fin en continuant la discussion du problème de la paix, de la façon suivie jusqu'ici ? Nous n'avons pas le courage de répondre affirmativement à cette dernière question.

La discussion d'une tribune publique à l'autre, comme cela eut lieu jusqu'ici, entre les hommes d'Etat des divers pays, constituait réellement une série de monologues. Elle manquait, par-dessus tout, de caractère direct. Les discours et les contre-discours ne s'élevaient pas l'un à l'autre. D'autre part, c'était la publicité et le terrain de ces discussions qui les dépouillaient de la possibilité d'un progrès fructueux. Dans toutes les déclarations publiques de cette nature, on a fait usage d'une forme d'éloquence qui compte sur l'effet à grande distance et l'effet sur les masses. Toutefois, consciemment ou inconsciemment, on accroit ainsi la distance qui sépare la conception des adversaires ; on produit des malentendus qui prennent racine, ne sont pas détruits, et rendent un franc et simple échange d'idées plus difficile. Toutes les déclarations des principaux hommes d'Etat font, aussitôt qu'elles sont prononcées, avant que les milieux autorisés du côté opposé puissent répondre, l'objet de discussions passionnées ou exagérées de la part des éléments non responsables, et l'anxiété de ne pas compromettre la poursuite de la guerre en influençant de façon défavorable le moral de l'intérieur et la crainte de trahir prématurément leurs intentions ultimes propres font aussi que même les hommes d'Etat responsables frappent une note plus élevée et adhèrent obstinément aux points de vue extrêmes.

La solution suggérée

Si on voulait donc chercher la base d'un compromis propre à finir la guerre tout en prolongation ne serait plus désormais qu'un suicide, et sauver l'Europe de cette catastrophe, on devrait, dans tous les cas, avoir recours à une autre méthode permettant une conversation suivie directe entre les représentants des gouvernements et uniquement entre eux ; un pareil échange d'idées s'étendrait tout autant sur les vues contraires des différents Etats belligérants que sur les principes généraux servant de base à la paix et aux rapports à établir entre les Etats, et pourrait amener tout d'abord une entente sur ces prin-

cipes. L'accord sur les principes fondamentaux une fois obtenu, il faudrait tâcher, au cours des pourparlers, de les appliquer de manière concrète aux différentes questions de paix et d'en amener la solution.

Nous aimons à espérer qu'aucun des belligérants n'élèvera d'objections contre un tel échange d'idées ; les opérations militaires ne seraient pas interrompues ; la conversation n'irait pas plus loin que le jugerait utile ceux qui y prendraient part. Aucun inconvénient ne pourrait en résulter pour les parties intéressées. Loin de pouvoir nuire, cet échange de vues ne saurait être favorable à la cause de la paix. Ce qui ne réussirait pas du premier coup pourrait être essayé de nouveau.

On aurait, du moins, contribué à élucider des problèmes.

Que de malentendus invétérés ne pourrions-nous pas dissiper ! Combien de nouvelles conceptions se frayeraient un chemin ! Les sentiments humanitaires si longtemps refoulés jailliraient des cœurs, créant une atmosphère plus chaude qui, en sauvegardant tout ce qui est essentiel, ferait disparaître bien des divergences de vues qui paraissent importantes à l'heure actuelle.

Selon notre conviction, tous les belligérants doivent à l'humanité d'examiner en commun s'il ne serait pas possible, après tant d'années d'une lutte qui, malgré tous les sacrifices, est restée indécise et dont tout le cours paraît imposer un compromis, de mettre un terme à cette terrible guerre.

Le gouvernement impérial et royal vient donc proposer aux gouvernements de tous les Etats belligérants d'envoyer prochainement dans un pays neutre, après s'être accordés sur la date et l'endroit, des délégués pour entamer une conversation, d'un caractère confidentiel et non obligatoire, sur les principes fondamentaux d'une paix à conclure. Ces délégués auraient pour mandat de se communiquer réciproquement les vues de leurs gouvernements quant aux principes susdits, et de se renseigner mutuellement, avec toute liberté et franchise, sur tous les points qui demanderaient à être précisés.

Le gouvernement impérial et royal à l'honneur de prier, par l'obligeante entremise de Votre Excellence, le gouvernement... de vouloir bien transmettre la présente communication au gouvernement...

UNE INTERVIEW DE M. ERZBERGER

En même temps que l'Autriche-Hongrie déclenchait officiellement l'offensive de paix, portant de façon évidente la parole au nom de sa grande alliée, M. Erzberger, député du centre catholique au Reichstag, donnait, à l'Az Est, de Budapest, une interview qui ne manquera point, étant données les circonstances, d'avoir un certain retentissement.

Voici les passages essentiels de la conversation que M. Erzberger a eue avec le rédacteur de l'Az Est :

— En Allemagne aussi, l'idée de la paix fait beaucoup de chemin ; certains milieux qui, jusqu'à présent, travaillaient à l'encontre de la majorité du Reichstag, et qui, à cause de leur puissante influence, avaient empêché que la résolution de juillet portât son plein effet politique, commencent par se rapprocher de plus en plus de la résolution de paix. Je crois pouvoir dire, par exemple, que la théorie du gage en ce qui concerne la Belgique n'est plus une idée politique dirigeante. La restitution de la Belgique sans réserve est une nécessité naturelle préalable à la paix.

Interrogé sur son opinion quant à la nature de la paix qui sera conclue, M. Erzberger a déclaré :

— La paix sera conclue sur la base d'une Société des Nations ou d'une alliance de paix avec arbitrage obligatoire et sur la base du désarmement. La guerre aura été faite en vain si nous ne pouvons pas réaliser la Société des Nations et le désarmement.

50 CENTIMES LA LEÇON D'ANGLAIS par Correspondance aux Militaires. — Ecole FIGUET, 53 rue Rivoli à Paris

HISTOIRES GIGANTESQUES

PAR

ABEL HERMANT

XXVIII. — Tristesse de Pillon

Ce propos de Mgr Pillon, (qu'il trouverait charmant d'être métamorphosé en fleur de narcisses), fit rire Gonzague; la moquerie de Gonzague fit pleurer Pillon.

— Hélas ! s'écria-t-il. Personne ne m'aime ! Et il s'enfuit en gémissant, à travers champs, à travers bois. Il poussait une plainte, mélodieuse pour un géant, un peu forte pour les brèves créatures ordinaires. Les bons paysans tremblaient de peur en leurs chaumières, les nymphes se cachaient au plus profond des eaux, et les tigres, qu'un Orphée peut à la rigueur séduire, préféraient de retarder leur promenade et d'attendre sous le couvert que l'ouragan fût calmé.

— Personne ne m'aime ! répétait Pillon, comme un refrain. Quand je vois comme je suis beau, cette mauvaise fortune me paraît inconcevable. J'ai en moi des trésors de tendresse. Qui s'en doute ? Je suis un incompris. Je voudrais pourtant bien dire à quelqu'un : Je vous aime ! En suis-je réduit jusque-là de ne le pouvoir dire qu'au vent qui souffle, au nuage errant ou à mon petit frère le chêne ?

Il le disait en effet au vent, au nuage et au chêne ; mais, comme il dépassait de beaucoup les nuages (sauf les jours qu'ils volent fort haut), et à plus forte raison les chênes, il était contraint de se courber pour leur faire sa déclaration. Quant à ce qui est du vent, il se désolait par naïveté de ne pouvoir fixer ce capricieux qui lui échappait toujours entre les doigts.

Gayant, qui était brave géant, mais peu enclin à la poésie, s'épouvailla de voir son fils entretenir ainsi des conversations avec les choses inanimées. Il lui remontra que ce n'était point façon de sage, mais de naïf ou de fou ; il le pria sérieusement d'avoir une tenue plus décente et plus gigantesque. Pillon n'en hennissait et bramait que plus fort et larmoyait plus abondamment, disant toujours :

— Je suis un incompris. Qui m'aime ?

Dame Marie Gayant, née Saquenon, ne manquait pas de lui répondre :

— N'avez-vous pas votre mère ? Que vous faut-il de plus ?

A quoi Pillon ne répondait qu'en levant ses yeux vers le ciel ; et quand ils devenaient tout blancs, cela était horrible à voir, mais étrangement pathétique.

— Je pense, dit Gayant, qu'il est à chaque mal son médecin, sinon son remède, et que je dois consulter pour le cas de Pillon quelque fameux neurologue.

On les comptait par centaines dans les Etats de Gayant ; mais il n'avait confiance qu'aux savants qui viennent de loin. Il en appela un des antipodes, qui accomplit le trajet en moins de trois années, à grands frais, et dès le premier jour il put le rendre témoin des extravagances de Pillon.

— Mon fils, dit-il en manière de conclusion, est fou à lier ; mais on ne lie point les géants ; il faut un autre régime.

— En effet, dit le docteur.

— Quel ? dit Gayant.

— Ma méthode, dit le docteur, n'est point de mettre la charrie devant les bœufs.

— Qu'est-ce à dire ?

— Qu'avant d'ordonner le régime, je procède au diagnostic.

— Faites donc, dit Gayant, je ne veux pas vous contrarier, mais dépêchez-vous. Que vous semble de ces phénomènes pathologiques ?

— Non point pathologiques, messire, mais bien naturels, si j'y vois clair. Votre Immensité me permettra-t-elle de lui poser une question, par dérivation à l'étiologie ?

— Nous n'aimons point trop cela, dit Gayant ; mais dans l'intérêt de notre fils bien-aimé et pour le salut de ses jours nous daignons vous le permettre.

— Messire, quel âge a le sujet ?

— Cet enfant approche de la soixantaine.

— Messire, dit le docteur, il n'est donc plus un enfant.

— Bah ? Qu'est-il ? dit Gayant fâché.

— Messire, il touche à l'adolescence, et je vous jure que vous lui rendez un mauvais service en le traitant toujours comme un gamin.

— C'est bien ce que, du matin au soir, je répète à la mère, dit Gayant ; mais elle ne veut rien entendre, et, si je ne mets la hola, le bercera encore sur ses genoux.

— A cet âge, poursuivit le docteur, les géants, tout aussi bien que les hommes environ leur seizième année, deviennent rêveurs et mélancoliques. Vous-même...

— Monsieur, dit Gayant, fronçant le sourcil, je n'ai de cela aucune souvenance.

— Hélas ! il n'est que trop commun ! Tous les parents semblent avoir bu l'eau du Léthé. Ils ne retiennent quasi rien de leurs jeunes années et de leur bon temps. S'ils avaient un peu plus de mémoire, ils n'élèveraient pas leurs fils, comme ils font presque tous, en dépit du bon sens.

— Est-ce à dire, monsieur, fit Gayant avec hauteur, que j'élève le mien de cette façon ?

— Non, certes, et d'ailleurs, s'il en était ainsi, je ne le dirais pas ; mais remontez seulement à deux ou trois siècles en arrière, et rappelez-vous votre printemps, et comme vous mûriez alors, ainsi que Mgr Pillon, votre joli visage aux fontaines, et comme vous faisiez galamment la cour au vent qui souffle, au nuage qui passe, aux arbres de la forêt...

— Moi ? dit Gayant. Je faisais la cour aux nuages et aux arbres ? Quelle impertinence !

Il chassa de sa vue cet original qui lui prétendait faire accroire que jadis il voulait attraper au vol les chimères, et pleurait quand il ne les saisissait point.

ABEL HERMANT.

LE "TIP" remplace le Beurre
2 fr. 45 le 1/2 kilo chez tous les M^{rs} de Comestibles
Expédition Province franco postal domicile contre mandat : 2 kilogs 10 fr. 65 ; 4 kilogs 20 fr. 65.
AUG. PELLERIN, 82, r. Rambuteau, Paris

ON DEMANDE gérant très au courant privé. S'adresser par écrit à M. AGHION, 18, rue d'Enghien, Paris.

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATIN

AMÉRICAINS, FRANÇAIS ET BRITANNIQUES POURSUIVENT LEUR AVANCE

LES "AMEX" PROGRESSENT SUR LA GAUCHE DE LA MOSELLE
ILS ONT CAPTURE PLUS DE DEUX CENTS PIÈCES DE CANONEntre Oise et Aisne et devant Saint-Quentin
les Franco-Britanniques gagnent du terrain.

Au nord de Saint-Mihiel, entre l'Oise et l'Aisne, au nord-ouest de Saint-Quentin, partout la pression des troupes américaines, françaises et britanniques continue sans arrêt, et force l'ennemi à

céder du terrain, malgré des contre-attaques violentes, repoussées sur toute la ligne.

C'est que, dans ces trois régions, les Allemands sont refoulés sur leurs po-

sitions de résistance et vont tenter de s'y maintenir à tout prix. Cette tâche leur est rendue de plus en plus difficile par le succès de nos attaques et leur développement continu. Jean VILLARS.

LES TROIS COMMUNIQUÉS

Communiqué américain, 15 septembre (21 heures). — *Activité croissante de l'artillerie et de l'aviation dans le secteur de Saint-Mihiel.*

A l'aube, l'ennemi a contre-attaqué près de Saint-Hilaire ; il a été facilement repoussé, et a laissé un certain nombre de prisonniers entre nos mains.

Sur la rive gauche de la Moselle, nos lignes ont été avancées d'un à deux milles ; elles comprennent maintenant Villeret et Norroy.

Par suite de l'avance de notre ligne au delà de Jaulny, nous avons pris 72 nouveaux canons abandonnés par l'ennemi dans sa retraite précipitée, ce qui donne un total de plus de 200 pièces capturées jusqu'à ce jour.

Communiqué britannique, 15 septembre (13 heures). — *Pendant la journée d'hier et la nuit suivante, nos troupes ont progressé au sud et*

au nord du bois d'Holnon, situé au nord-ouest de Saint-Quentin.

Dans les secteurs de Trescault et de La Bassée, nous avons repoussé des coups de main ennemis.

L'artillerie adverse s'est montrée active pendant la nuit dans les secteurs de Roisel, Mœuvres, Marquion et Givenchy, et s'est servie d'obus à gaz au nord-ouest d'Armentières.

Communiqué britannique, 15 septembre (23 heures). — *Ce matin, à la suite d'une heureuse opération locale, nos troupes se sont emparées du village de Maissemy, au nord-ouest de Saint-Quentin, et du système de tranchées situé au sud-est et à l'est du village. Nous avons capturé 100 prisonniers et un certain nombre de mitrailleurs.*

Sur le reste du front, nos patrouilles ont ramené quelques prisonniers en divers secteurs.

Au cours de la journée, au sud de la route Arras-Cambrai, l'artillerie

ennemie s'est montrée très active en plusieurs points.

Communiqué français, 15 septembre (14 heures). — *Dans la région de Vauxaillon, nous avons, au cours de la nuit, arrêté trois contre-attaques sur nos nouvelles positions.*

En Champagne et en Lorraine, nous avons repoussé plusieurs coups de main.

Communiqué français, 15 septembre (23 heures). — *Au sud de l'Oise, l'ennemi a encore violemment réagi par des contre-attaques. Nos positions ont été intégralement maintenues.*

Au cours de la journée, nous nous sommes emparés du plateau situé à l'est de Vauxaillon. Plus au sud, la ferme Mennejean a été dépassée, et nous avons enlevé la croupe au nord-est de Celles-sur-Aisne.

Le nombre des prisonniers faits depuis hier matin et jusqu'ici dépasse 3.500.

LA VIE DE SAINT-MIHIEL
SOUS LE JOUG

Les 2.500 habitants restés dans la ville envahie ont supporté de terribles privations

FRONT AMÉRICAIN, 14 septembre. — Saint-Mihiel est la première importante ville française qui, depuis quatre années courbée sous le joug odieux de l'occupation allemande, éprouve la joie ineffable de la délivrance.

Sur une population de 8.000 habitants, environ 2.500 sont restés dans Saint-Mihiel envahi. Rien ne saurait exprimer l'émotion poignante qui vous étreint à serrer les mains tendues de tous ceux qui, hier matin, 13 septembre, étaient sous la domination allemande et qui maintenant, libres de joie, ne peuvent croire à leur bonheur. Dans leur expansion débordante, les armées se mêlent à leur rire, et c'est avec avidité qu'ils font cercle autour de vous, dès qu'ils aperçoivent un uniforme français au milieu de la rue, pour demander des nouvelles de leur chère France, avant de songer à parler des souffrances et des privations qu'ils ont endurées depuis quatre années.

Le premier soin des Allemands, en arrivant en 1914, fut de vider toutes les caves. Depuis quatre années, nos malheureux compatriotes n'ont bu que de l'eau ; pas une seule goutte de vin, ni une seule goutte de bière, ne leur fut distribuée. Grâce au comité américain, ils touchaient 300 grammes de pain par jour et quelques conserves. Quant à la viande, une fois tous les deux mois environ on leur distribuait celle d'un cheval crevé, et c'était tout.

Tous sont amaigris et accusent des pertes de poids allant jusqu'à 50 kilos. Bien qu'il ne reste que 2.500 habitants, les Allemands ont imposé à la population de Saint-Mihiel, en septembre 1914, une contribution de guerre d'un million qui, devant l'impossibilité matérielle de la trouver, fut réduite à 500.000 francs, dont 206.000 furent versés en espèces ; pour le surplus, l'or et l'argent faisant défaut, les Allemands prirent 500.000 francs de titres.

Un de leurs premiers soins après la rafle des caves fut de faire sauter à la dynamite les coffres-forts de la Banque.

Le 12 septembre, veille de notre entrée, un ordre formel avait été donné à toute la population de ne pas sortir de chez elle avant le lendemain 13, à midi.

Dans la nuit, les Allemands partirent, emmenant une centaine de jeunes gens qu'ils appelèrent en une heure.

ALERTE
CETTE NUIT
A PARIS

Un peu avant 1 h. 30, l'alerte a été donnée cette nuit aux Parisiens.

Presque aussitôt, de forts tirs de barages se déclanchèrent.

Nous n'avions pas eu d'alerte depuis le 18 juillet dernier, c'est-à-dire, à deux jours près, depuis deux mois.

A trois heures du matin, la breloque ne s'était pas encore fait entendre.

La guerre aérienne

(OFFICIEL FRANÇAIS). — *Le beau temps a permis à notre aviation d'effectuer le 14 septembre un travail considérable, tant en liaison avec l'armée américaine que sur notre propre front.*

Au cours des très durs et très nombreux combats qui ont été livrés, quatorze avions ont été abattus ou sont tombés désemparés et sept ballons ont été incendiés.

Les troupes ennemies ont été mitraillées et bombardées, 6.500 kilos de bombes ont été lancés dans la journée sur les rassemblements ennemis.

Le 14 septembre, l'aviation ennemie a été plus active que les jours précédents sur certains points du front britannique. Quatre appareils ennemis ont été abattus en combats aériens. De plus, deux biplaces ont été incendiés sur le sol au cours d'une attaque exécutée à faible altitude contre un aérodrome au sud de Lille.

APRÈS LES COMMUNIQUÉS

DERNIÈRE IMPRESSION
DE LA BATAILLE

La ligne qui s'inclinait vers le sud, de Thiaucourt à Fey-en-Haye, à l'ouest du fameux bois Le Prêtre, a été relevée hier par nos alliés américains, jusqu'au nord de cette même forêt, au delà des villages de Villeret et de Norroy, sur la rive gauche de la Moselle. Les troupes du général Pershing ne sont plus, de ce fait, qu'à quatre kilomètres et demi de Pagny-sur-Moselle, station frontière qui borde la Lorraine annexée.

LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

Front italien

(15 septembre). — Dans le val Brenta, hier, à l'aube, un des groupes de fantassins et de « hardis », après une courte préparation d'artillerie très efficace et en coopération avec des avions qui sont descendus à une faible hauteur pour bombarder et mitrailler, ont attaqué le barrage ennemi de Bagrotella, au sud de Corte. Après avoir vaincu les difficultés du terrain et la résistance acharnée de la garnison, nos troupes ont occupé tout le système défensif de l'ennemi, composé de retranchements dans le fond de la vallée et de positions latérales et dominantes fortifiées. 343 prisonniers, dont 12 officiers, plusieurs mitrailleurs, quelques centaines de fusils et un abondant matériel sont restés entre nos mains.

Sur le reste du front, duels d'artillerie intenses entre la Valarsa et le val d'Astico, sur le plateau d'Asiago et le long de la Piave.

Dans la conque Laghi (Posina), un fort détachement ennemi,

appuyé par le feu de nombreuses batteries, a attaqué un de nos postes avancés. Il a été rejeté et a laissé des cadavres, des armes et du matériel sur le terrain.

Pendant la journée d'hier, des avions de bombardement et de reconnaissance et des dirigeables de l'armée et de la marine royales ont bombardé avec succès les champs d'aviation ennemis dans la région du haut Adige et les établissements et les ouvrages militaires de la place forte de Pola, lançant un total de 6.000 kilos de bombes. Cinq appareils ennemis ont été abattus au cours de combats aériens.

Front de Macédoine

(14 septembre). — Vive activité de l'artillerie sur l'ensemble du front.

Dans le secteur de Doiran, coup de main anglais réussi. Entre les lacs, coup de main ennemi repoussé. Les avions français, serbe et britannique ont lancé près de 2 tonnes de bombes sur les campements adverses.

POUR NOS FORÊTS

M. COMPÈRE-MOREL
commissaire de l'Agriculture
veut défendre ce qui reste
des Bois de France.

Un décret vient de charger M. Compère-Morel, député, commissaire de l'Agriculture, de suivre l'exécution du programme relatif aux exploitations de bois.

— Au début de la guerre, nous déclarait M. Compère-Morel, le personnel forestier a été absorbé par ses fonctions militaires ou a quitté les forêts de l'intérieur pour celles des zones frontalières. La confection des tranchées nécessitant beaucoup de bois, on prit celui-ci partout où il se trouvait. Aux besoins de l'armée vinrent s'ajouter ceux des mines, où les travaux de boisement ont une place de premier plan. Il fallut, en outre, pourvoir aux nécessités du chauffage, et fournir du bois, notamment, aux boulangers. Dans chaque département, on institua des « Centres de Bois » qui furent les instruments agissants du ravitaillement.

Le résultat, c'est qu'on fit des rafles considérables : n'envisageant que le premier but à atteindre, on lança des ordres de réquisition audacieux, et cet état de choses fut aggravé par l'arrivée des Anglais, puis des Américains. Les forêts de France, depuis lors, sont devenues lamentables, et leur avenir est fortement hypothéqué. Des plaintes nombreuses partent de groupes parlementaires du Sénat et de la Chambre, préoccupés de cette situation, et le ministre de l'Agriculture lui-même a senti la nécessité de défendre l'avenir de nos bois, dont la valeur grandit en raison de l'augmentation des besoins et du manque de fret pour l'importation.

M. Boret m'avait vu à l'œuvre pour les terres abandonnées — en un mois et demi, plus de 200.000 hectares ont été remis en état — et il m'a demandé de faire le même travail de relèvement et de sauvegarde pour nos forêts. Je le ferai en complet accord avec M. Dabat, directeur général des eaux et forêts. Ce n'est pas un service nouveau qui va être créé. Le décret se contente de mettre à la tête d'un service existant déjà un homme chargé d'une mission extraordinaire. Il s'agit de défendre la vie des forêts contre les appétits qui se multiplient. Les états-majors des armées alliées étant les plus gros consommateurs de bois, notre rôle consistera à recenser les forêts privées, communales, domaniales, et de diriger toutes les demandes, de façon méthodique et raisonnée, sur les coupes à effectuer.

Le problème vaut la peine d'être étudié. Toutes les forêts de l'est ont été anéanties. C'est un cinquième de nos bois qui disparaissent. Or, la consommation, d'autre part, a décuplé, et il faudra demain des quantités formidables de bois pour reconstituer les régions du Nord.

Notez, en passant, que l'importance de la forêt est telle qu'un dixième de nos terres, sans elle, ne pourraient être cultivées.

Partout il y a eu beaucoup de gaspillage. On était pressé. On saisi une forêt au lieu de procéder par coupes réglées. Dans les Landes, par exemple, les arbres n'ont pas été épargnés, les pins ne poussent plus.

Un comité consultatif a été créé dans cette région pour remédier à un grave état de choses.

Nous voulons doter aussi nos conservateurs d'un outillage de travail qui leur permettra de connaître le territoire forestier. Les Américains, parcourant en automobile toute une contrée, connaissent les forêts beaucoup mieux que nos conservateurs, qui ne pouvaient se déplacer, et ils obtenaient ce qui aurait été refusé — et pour cause — après un examen des lieux.

Nous parlons à M. Compère-Morel du feu qui a détruit quelques belles forêts méridionales.

La perte est grande, et elle est due au manque de surveillance. Le nombre des travailleurs en forêt a centuplé.

En résumé, il s'agit de mettre fin à la situation anarchique qui a permis de s'attaquer aux forêts privées comme aux autres.

En l'espèce, en défendant le propriétaire on défend la forêt, et en défendant la forêt on défend la culture et l'avenir agricole de la France. Mais nous avons beaucoup à faire. — ROGER VALBELLE.

M. Baker en Angleterre

LONDRES, 15 septembre. — M. Baker, secrétaire d'Etat à la Guerre des Etats-Unis, est arrivé en Angleterre aujourd'hui.

La santé de M. Abel Ferry

L'état de M. Abel Ferry, député des Vosges, reste toujours très grave. La température du blessé, enregistrée hier matin, était de 40°5.

LES TANKS

Les communiqués de Ludendorff, cherchant une excuse au repli quotidien, insistent sur la multiplicité de nos tanks, lourds ou légers, qui, préparant l'action de l'infanterie, annihilent la défense pendant que nos avions harcèlent de leurs bombes et de leurs mitrailleuses les colonnes de renfort.

Il est certain que notre avance victorieuse, due à la vaillance de nos soldats et à la science du commandement, est puissamment aidée par la supériorité actuelle de notre armement. Pour que cette avance continue, et pour qu'elle brise la ligne d'Hindenburg et refoule l'ennemi sur son territoire, il est nécessaire que nous gardions en nombre et en qualité la maîtrise du canon, du tank, de l'aviation. Nos usines de fabrication doivent donc être soutenues par un effort financier de plus en plus accentué : à chacun de nous incombe le devoir de participer à cet effort. Nous avons pour cela un moyen bien simple, qui, au lieu d'être onéreux, représente pour nous une fructueuse opération : c'est de souscrire aux Bons de la Défense Nationale.

OBESITÉ
LIN-TARIN
CONSTIPATION

NAISSANCES

Mme de Chonn, née de Marilly, femme de M. de Chonn, officier des haras, vient de donner le jour à un fils : Claude.

Mme L'Homme, née de Saint-Pierre, femme du sous-lieutenant aux armées, est, depuis quelques jours, mère d'un fils : Christian.

FIANÇAILLES

On annonce les fiançailles de M. François de Villechère de La Mardière, sous-lieutenant au 325^e régiment d'infanterie, décoré de la croix de guerre, avec Mlle Madeleine Sorot de Boisbrunet.

MARIAGES

Ces jours derniers, a été célébré, en l'église Notre-Dame de Montreuil, le mariage du sous-lieutenant Bernard d'Ét, du 7^e hussards, décoré de la croix de guerre, beau-fils du capitaine Marchand, de l'état-major de la 3^e région, et fils de Mme Marchand, née Frossard, avec Mlle Antoinette de Saint-Just d'Autingues, fille du général de Saint-Just d'Autingues, commandant une division d'infanterie, et de Mme, née Moutiers.

On vient de célébrer, dans l'intimité, en l'église Saint-Jean-de-Luz, le mariage du comte Thibault de Saint-Pol, fils du comte M. de Saint-Pol, ancien officier de cavalerie, et de la comtesse, née Bruneteau de Sainte-Suzanne, avec Mme E. Boulenger.

DEUILS

Nous recevons la confirmation officielle de la mort du colonel Dulac, commandant le 205^e régiment d'infanterie, neveu du général Dulac.

Nous apprenons la mort :

De Mme R. de Hauteclocque, née de Renty, Cette mort atteint Mme de Thezy, le baron et la baronne G. de Boutray, le commandant et Mme de Linère, etc.

De Mme Meynot, décédée à Bois-Colombes (Seine), dans sa soixante-treizième année. Mme Meynot était la mère de M. André Meynot, administrateur de l'agence Havas.

Prière d'adresser les avis de Naissances, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière. Téléphone Central 52-11. Bureaux : 9 à 6 heures ; dimanches et fêtes, 11 à 12 heures, 5 à 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

COMMISSION DE RÉSEAU DE L'ÉTAT

À partir du 17 septembre 1918 et jusqu'à nouvel avis :

- 1^o Certains trains directs auront leur horaire et leurs conditions d'admission modifiées ;
- 2^o Le poids total des bagages (franchise de 30 kilos comprise) sera limité à 50 kilos par voyageur pour les enregistrements à destination des différents gares de Paris et des gares situées à l'intérieur et sur la limite de la grande ceinture ;
- 3^o L'application du tarif spécial GV 110 (bagages non accompagnés) sera suspendue pour les expéditions à destination des gares précitées ;
- 4^o Sur l'ensemble du réseau, les bagages pourront être acheminés par des trains autres que ceux empruntés par les voyageurs.

Consulter les affiches apposées dans les gares du réseau.

CHEMIN DE FER DE PARIS À ORLÉANS

Transport des bagages à destination de Paris pendant la période de rentrée des grandes vacances 1918 (10 octobre inclus)

Pour Paris-Quai d'Orsay et jusqu'à nouvel avis, seront seuls admis à l'enregistrement les bagages des voyageurs de 1^{re} classe.

Il est expressément rappelé qu'en vertu de l'arrêté ministériel du 20 février 1917 il n'est admis dans les trains directs que les bagages personnels des voyageurs.

Dans les trains de service journalier et omnibus, peuvent, au contraire, être acceptés les objets de toute nature, à l'exclusion des emballages vides montés, récipients vides, menhirs, ainsi que des marchandises exclues des transports de grande vitesse. Toutefois, par dérogation aux dispositions qui précèdent, les gares n'accepteront pour Paris-Quai d'Orsay, quels que soient les trains utilisés, que les bagages personnels, tels qu'ils sont définis par le 1^{er} du paragraphe 2 de l'arrêté ministériel précité.

Le public est en outre avisé que le nombre des fourgons ne pouvant être augmenté dans des trains directs, les bagages seront susceptibles d'être acheminés par les trains de service journalier ou de messageries.

Enfin, jusqu'à nouvel avis, le poids maximum des bagages par voyageur admis à l'enregistrement à destination de Paris-Quai d'Orsay et de Paris-Austerlitz sera réduit de 80 à 50 kilos, excédent compris.

CHEMINS DE FER

AVIS IMPORTANT concernant les adresses sur les bagages

M. le ministre des Travaux publics a décidé qu'en raison de l'affluence exceptionnelle des bagages les gares n'accepteront à l'enregistrement que les colis portant une seule étiquette indiquant le nom et l'adresse du destinataire ainsi que la gare d'arrivée.

Il est rappelé au public à cette occasion que les gares mettent en vente des carnets d'étiquettes imprimées et de fiches en blanc prêtes à être apposées sur les colis ou attachées à ceux-ci.

Hormis le JUVENIL

il n'y a pas au monde de CORSETS vraiment faits pour la FILLETTE

Chose inouïe ! Tous sont bâtis sur le modèle des corsets de femme, à peu de chose près ; erreur pernicieuse qui met obstacle au développement des organes vitaux ainsi enserrés.

Le JUVENIL est le seul corset qui ait été créé spécialement pour la Fillette en formation et la Jeune Fille en pleine croissance. C'est un corset incomparable pour l'Adolescence.

Prix de 6 à 20 ans : 18 fr. à 29.50 suivant l'âge

L'exiger partout, FRANCE ET PARIS, 200 DÉPÔTS

Nous demandons la liste avec notice E

Corseterie spéciale de France, 18, r. Taibout, Paris



— Vous avez "bu" le communiqué ?
— Oui, je suis en train de le "boire..."

B L O C - N O T E S

Nous avons eu, ces jours-ci, des nouvelles de la Grosse Bertha. Par la voie de la presse, d'ailleurs, et non pas celle des airs. Il n'était pas question du point de chute de ses obus, mais de leur point de départ. Nos soldats victorieux, en suivant les voies ferrées reconquises, ont fini par arriver, d'épis en aiguilles, à l'une des gares expéditrices des messageries Krupp, réservées aux colis à destination de Paris. Ils en ont trouvé deux : une vraie et une fausse. La fausse, qui abritait une Bertha en carton-pâte, était soigneusement camouflée, tandis qu'un peu plus loin, en dépit des adjurations de Georges Feydeau, la véritable Bertha se promenait toute nue !

Résultat : le faux canon, par son luxe de précautions et de défenses, avait attiré sur lui la foudre de notre aviation, tandis que, protégé par ce carton-pâte, le vrai pouvait vaquer, en toute sécurité, à son petit travail. Pas une seule fois il n'avait été repéré !

Eternelle surenchère de la mystification et de la ruse ! Il faut maintenant déjouer l'habileté de l'ennemi en cherchant à le rendre victime, non pas de sa naïveté, mais de son adresse. Le camouflage est devenu d'un emploi si classique que le piège le plus subtil qu'on puisse tendre à l'adversaire est de s'en passer. Les Allemands ont lu Edgar Poe. Ils se souviennent de son voleur psychologue qui, pour soustraire à toutes les recherches de la police un document précieux, l'avait placé bien en évidence sur son bureau où les détectives, occupés à soulever les lames du parquet, à dévisser les pieds des fauteuils, à sonder les murs et à découdre les matelas, ne pouvaient songer un instant à le chercher. Quel aviateur, voyant un canon négligemment oublié en plein champ, à proximité d'un poste de tir savamment dissimulé, aurait osé le prendre au sérieux ?

Alors ? C'est la faillite du camouflage ?... Pas du tout ! C'est, au contraire, lorsque tout le monde sera persuadé que les tonnelles de verdure ont été inventées pour dissimuler l'artillerie de la Sainte-Farce qu'elles constitueront un abri efficace pour les pièces authentiques ! Parce que, vous comprenez, maintenant que les Allemands savent que nous savons... et que nous savons qu'ils savent que nous savons... et qu'ils savent que nous savons qu'ils savent... la casuistique de l'observateur d'artillerie va devenir tout à fait intéressante !...

L'ouverture

La chasse est ouverte. Les munitions sont rares, et elles sont chères. C'est qu'on les consacre avant tout à la chasse à l'ennemi, ouverte depuis plus de quatre ans.

Nos nemrods, malgré l'abondance du gibier, devront refréner leur ardeur. Ils ne gaspilleront pas le plomb.

C'est pourquoi au pavillon de la volaille et du gibier les lièvres se vendaient hier 34 francs la pièce ; les faisans, 20 francs, et les perdreaux, de 12 à 15 francs.

Les prix vont devenir sans doute plus abordables, mais c'est égal, où est le temps des perdreaux à 1 fr. 50 ?

VILLEGIAIRES

La Campagne
VERNEUIL-S.-ARRE (Eure). Hôtel de France. Joli site à 2 h. de Paris. Pension à prix modéré.

La Côte d'Azur
ILLUSTREE, MONDIALE, DAINE, publie durant l'hiver la LISTE OFFICIELLE des ÉTRANGERS de la Riviera. L'Office de la « Côte d'Azur » à Nice renseigne sur tout : séjours en hôtels, villas, etc. Reçoit abonnements et publicité pour EXCELSIOR.

L'HOTEL DU GRAND PALAIS
NICE est ouvert avec le dernier confort.

Les Purénées
VERNET-LES-BAINS (Py.-Orient). Établissement thermal ouvert toute l'année. Eaux sulfureuses. HOTEL DU PORTUGAL. Villas. SENEQUE, administrateur.

La Mer
VIL LERVILLE. Gd Hôtel Bellevue. Gd jardin. Face à la mer. Cuisine recherchée. Retenir.

à l'approbation du Conseil des ministres, après avis de l'Agriculture et de l'Armement.

Cette décision, dont l'effet sera d'économiser l'éclairage, sera accueillie favorablement par le public qui se contentera de dire : « A la bonne heure » !

CONTROLE ET CONTROLEURS

— Ce qu'il faut, s'écria M. Barbempaille, pour ramener le prix de la vie à un taux normal, c'est créer un poste de contrôleur de la consommation.

M. Barbempaille étant un esprit froid, positif et lucide, on suivit son conseil, et on nomma un contrôleur de la consommation : le prix de la vie ne diminua pas.

— Parbleu ! s'écria M. Barbempaille, le contrôleur que vous avez nommé est un homme charmant, rempli de bonnes intentions, chroniqueur spirituel, musicien accompli, causeur charmant ; mais il ne possède pas les qualités qu'exige une fonction aussi délicate. Ah ! si vous aviez nommé...

On ne lui laissa pas le temps d'achever sa pensée, et, l'ayant comprise à demi-mot, on nomma M. Barbempaille lui-même : le prix de la vie ne diminua pas.

— Donnez-moi une bonne loi contre les spéculateurs, et vous verrez ce que vous verrez ! promit M. Barbempaille.

On lui donna une bonne loi, qui justement se trouvait toute faite : le prix de la vie ne diminua pas.

— Ordonnez seulement à vos magistrats d'appliquer votre loi avec la dernière rigueur, conseilla M. Barbempaille au garde des Sceaux !...

Le garde des Sceaux enjoignit aux procureurs d'être implacables : le prix de la vie ne diminua pas.

Tout au contraire, les aliments qui semblaient les moins affectés par la rareté de la main-d'œuvre, tels les pissenlits, qui poussent tout seuls sur le bord des routes ; les prunes à coquons, qui mûrissent selon le caprice du temps sur des pruniers qu'on ne taille guère ; les lapins de garenne, nourris en liberté par les soins du bon Dieu, et qui finissent leurs jours prosaïquement dans le nœud d'un collet ; les poissons de rivière, pêchés en fraude à l'épervier, et bien d'autres choses encore, connurent des prix qu'on n'aurait pas osé imaginer.

— Parbleu, rugit M. Barbempaille, votre loi punit de cinq francs d'amende le mauvais marchand qui réalise un bénéfice de dix mille francs ou il devrait gagner quinze louis ! Avec ce tarif-là, il persévère !

— Mais, proposa quelqu'un, si nous nous entendions tout simplement entre consommateurs pour administrer une bonne raclée aux commerçants qui nous grugent ?

— N'en faites rien ! proféra M. Barbempaille : vous seriez aussitôt poursuivis et condamnés à la prison pour coups et blessures. Remettez-vous-en plutôt à nous, contrôleurs, qui avons charge de vous défendre. D'autant que le pire des malheurs est la confusion des pouvoirs. — MAURICE LEVEL.

Pour les grandes familles

La généreuse fondation que l'Académie française doit à son secrétaire perpétuel, M. Etienne Lamy, vient de permettre à nos Immortels d'enrichir de donations variant de 1.000 à 10.000 francs vingt-trois familles de paysans français qui ne comptent pas moins, à elles seules, de 389 enfants, soit en moyenne de seize à dix-sept enfants par famille.

Elle a inspiré, en outre, à un de nos héros morts au champ d'honneur, M. Paul Saulnier, de Jarnac, de léguer dans le même but, un demi-million.

L'Académie a décerné deux prix de

10.000 francs chacun aux familles Rozé-Guillet (22 enfants) et Greuin (21 enfants) ; deux prix de 2.500 francs chacun aux familles Courné (19 enfants) et Maudet (15 enfants) ; enfin dix-neuf autres prix de 2.500 à 1.000 francs à dix-neuf autres familles nombreuses plus ou moins intéressantes.

Le noir national

Les étoffes manquent en Allemagne pour la fabrication des vêtements civils.

Les tisserands d'outre-Rhin font maintenant de mauvais tissu en papier, selon la volonté du kaiser, qui a dessiné lui-même le costume national ; ce tissu sera noir.

La sombre couleur du deuil revêtira désormais tous les Allemands, Guillaume II ayant déclaré qu'il voulait voir tous ses sujets propres et noirs.

Sinistre prévoyance ! L'Allemagne tout entière se met en deuil. Sous l'uniforme de la mort, les esclaves du kaiser seront noirs — c'est entendu, nous ne les voyons pas blancs ; mais propres, c'est autre chose !

Finance et géographie

Non content d'avoir été richissime au temps de Louis XIV et de Louis XV, le financier Crozat vient de recevoir — sous les espèces du canal qui porte son nom — les honneurs du communiqué.

Déjà, de son vivant, il avait bénéficié d'une réputation géographique. La Géographie de Crozat a initié les jeunes filles bien élevées du dix-huitième siècle à la connaissance des cinq parties du monde, avant qu'il leur fût permis d'entrer dans le seul monde qui comptait. Crozat n'est pour rien dans cette géographie. Ou du moins pour peu de chose : il avait une fille, Marie-Anne, à laquelle il donna un précepteur, l'abbé Le François. L'excellent abbé, ayant composé un traité de géographie, le dédia « A Mademoiselle Crozat », son élève, et s'abstint de le signer. Ainsi le traité prit le nom de Crozat. Et, comme l'abbé savait en quels termes il convient de s'adresser aux puissants, il débutait par ces mots dans sa dédicace : « Mademoiselle, si j'ai l'honneur de vous offrir ce Traité, ce n'est pas que je croie que vous y puissiez apprendre quelque chose... »

Avec une enfant pareille, le père Crozat n'avait pas à craindre de compliquer son éducation en ajoutant un canal au système de notre navigation intérieure.

Les loups au Soudan

Kitchener racontait volontiers que le télégraphiste solitaire d'un poste éloigné du Soudan, pris de nostalgie, passa cette dépêche à la station centrale :
Ne puis plus rester ici. Danger de mort. Suis environné de lions, d'éléphants et de loups.

Le sirdar fit répondre aussitôt :
Pas de loups au Soudan !
Et le lendemain arrivait un nouveau télégramme :
Je maintiens ma dépêche, mais supprimez les loups.

LE PONT DES ARTS

Dans le numéro du 15 septembre de la Nouvelle Revue, M. Paul-Louis Hervier silhouette agréablement M. Samuel Gompers, président de la Fédération américaine du travail.

MM. Charles Baudoin, Philéas Lebeque, Gérard de Lacaze-Duthiers, etc., ont collaboré au numéro de la revue *Soi-même*, qui vient de paraître.

LE VEILLEUR.

Opéra-Comique. — M. Gheusi a l'intention de remettre à la scène *Le médecin malgré lui*, de Gounod, avec Mlle Lerida et M. Hérent, lauréats du Conservatoire en 1917 et 1918.

Comédie-Française. — Les matinées classiques d'abonnement du jeudi comprendront les spectacles suivants :

Louis XI, de Casimir Delavigne ; *Méroudet*, de Balzac ; *Hernani*, de Victor Hugo ; *Mademoiselle de La Seiglière*, de J. Sandeau ; *La Vraie farce de maître Pathelin*, de Fournier ; *Le Village*, d'Octave Feuillet ; *Socrate et sa femme*, de Théodore de Banville ; *la Fille de Roland*, d'Henri de Bornier ; *les Corbeaux*, d'Henry Beccque ; *Rome vaincue*, d'Alexandre Parodi ; *Patrie*, de Victorien Sardou ; *Notre jeunesse*, d'Alfred Capus ; *Amphitryon*, Monsieur de Pourceaugnac, de Molière ; *la Mort de Pompée*, de Molière ; *la Mort de Corneille* ; *Esther*, d'Alfred Assolant ; *les Bourgeoises de qualité*, de Dancourt ; *les Folies amoureuses*, de Regnard ; *la Surprise de l'amour*, de Lesclapart ; *la Mère confidente*, de Marivaux ; *Zaire*, de Voltaire ; *les Trois sultanes*, de Favart ; *le Philosophe sans le savoir*, de Gogol ; *l'Impromptu de Sévigne*, de Crispin rical de son maître, de Lesage.

LA JOURNÉE :

Comédie-Française, 7 h. 45, *Turcaret*, *le Joueur d'illusion*.

Opéra-Comique, relâche ; demain, 7 h. 30, *la Tosca*.

Odéon, 7 h. 45, *les Bouffons*.

Trionon-Lyrique, 8 h., *les Mousquetaires au couvent*.

Palais-Royal, 8 h. 30, *Bolru chez les civils*.

Châtelet, 8 h., *la Course au bonheur*.

Renaissance, 8 h. 30, *Florette et Palapou*.

Athénée, 8 h. 30, *la Petite Femme de Loth*.

Vaudeville, 8 h. 30, *Nono* (Sacha Guitry).

Th. Antoine, 8 h. 30, *Affair sur les Loisirs du Jaren*.

Nouvel-Ambigu, 8 h. 15, *le Train de 8 h. 47*.

Porte-Saint-Martin, 8 h. 15, *le Chemineau*.

Gymnase, 8 h. 30, *la Vérité toute nue*.

Sarah-Bernhardt, demain, 8 h. 30, *les Nouveaux Riches*.

Edouard-VII, 8 h. 45, *la Folle nuit*.

Th. Albert-I^{er}, 8 h. 30, comédies anglaises, jouées en anglais par la meilleure troupe de Londres.

Th. des Arts, 8 h. 30, *Médor, la Paix chez soi*.

L'Abri, 8 h. 30, 1918.

Scala, 8 h. 15, *Une grosse affaire*.

Th. Cadet-Rousselle, (Louvre 37-10), 8 h. 30, *Mind your Pips*, revue à grand spectacle.

Grand-Guignol, 8 h. 30, *la Porte close*, *Péché de jeunesse*, etc.

Cluny, 8 h. 30, *le Mariage de Mlle Beulemans*.

SPECTACLES DIVERS

Folies-Bergère (Gut. 02-59), 8 h. 30, la grande revue *C'est Paris !*, Mat. samedis, dimanches et fêtes.

Olympia (Centr. 44-68), 2 h. 30 et 8 h. 30, programme de music-hall, 20 vedettes ; attrait. Casino de Paris, 8 h. 30, *Boum !* revue.

Empire, 8 h. 15, *la Poupée*.

Pie qui Chante, 9 h., Enthoven, Secretan, Mauricet, Revue, Merindol, Loty, Dim., mat. 3 h.

CINEMAS

Gaumont-Palace, 8 h. 15, *Un joli Monsieur*, *Charlot* et le comte.

La Familiale des Soldats aveugles

La Familiale des Soldats aveugles a donné hier, au Jardin de Paris, un brillant concert militaire. Les représentants des autorités officielles françaises et alliées assistaient à cette fête internationale pendant laquelle la musique du 237^e, mise à la disposition de la Société par le général Guillaume, fit entendre les morceaux les plus entraînants.

La Conférence travailliste interalliée

Les délégués syndicalistes et socialistes ont quitté Paris hier matin pour se rendre à la conférence de Londres, qui s'ouvrira mardi et durera trois jours. Il se confirme qu'à l'issue de cette réunion M. Samuel Gompers viendra lui-même à Paris, où il sera reçu par différents groupements politiques et professionnels.

Encore un espion allemand arrêté en Suisse

GENÈVE, 15 septembre. — On a relaté l'arrestation à Leisingen du chef du contre-espionnage allemand en Suisse, le nommé Schreck.

On signale d'autre part l'arrestation à Zurich du sergent de police Steiner.

D'aucuns prétendent que le capitaine Tiling, adjoint à l'attaché militaire allemand, serait compromis dans l'affaire.

Un certain nombre de papiers saisis permettent de supposer que les Allemands avaient l'intention de faire sauter des fabriques de munitions dans le canton de Neuchâtel.

Carburateur ZÉNITH

est utilisé sur la plupart des modèles d'Avions des armées françaises et alliées.

Société du Carburateur ZÉNITH

Siège social et Usines : 51, chemin Feuillet, LYON

Maison à PARIS, 15, rue du Débarcadere

Usines et Succursales : LYON, PARIS, LONDRES, MILAN, TURIN, DETROIT, NEW-YORK

Le siège social, à Lyon, répond à toute demande de renseignements d'ordre technique ou commercial

ENVOI IMMÉDIAT DE TOUTES PIÈCES

Publ. G. Bessière Lyon